

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/RL/W/94

5 mai 2003

(03-2369)

Groupe de négociation sur les règles

Original: anglais

RÉPONSES AUX QUESTIONS ET OBSERVATIONS DES MEMBRES DE L'OMC CONCERNANT LA PROPOSITION DE LA CHINE (TN/RL/W/66)

Communication de la République populaire de Chine

La Mission permanente de la République populaire de Chine a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 1^{er} mai 2003.

La Chine souhaite remercier l'Australie, la Suisse, le Canada et les Communautés européennes pour leurs questions et observations sur sa proposition concernant les mesures antidumping, et communique les réponses ci-après.

AUSTRALIE

1. Lien de causalité entre dumping et dommage

Question

La Chine dit que l'article 3.5 devrait être clarifié afin de faire en sorte que l'existence d'un lien de causalité ne puisse être établie que lorsque les importations faisant l'objet d'un dumping constituent la "raison essentielle" du dommage causé à la branche de production nationale. La Chine a-t-elle pensé que cela serait contraire au principe du lien de causalité qui est au cœur de l'article VI du GATT de 1994 et de l'Accord antidumping de l'OMC? Qu'entend la Chine par "raison essentielle" et quel rapport y a-t-il entre cet élément et les constatations de l'existence d'un lien de causalité avec le dumping dommageable?

Réponse

L'article 3.5 de l'Accord antidumping dispose que, outre le lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage, les autorités chargées de l'enquête examineront aussi tous les facteurs connus autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale, et les dommages causés par ces autres facteurs ne devront pas être imputés aux importations faisant l'objet d'un dumping. Toutefois, cet article ne prévoit pas la méthode à utiliser pour établir l'existence du lien de causalité entre le dumping et le dommage, et de ce fait les autorités chargées de l'enquête, dans la pratique, prennent toujours des mesures lorsque des facteurs autres que les importations faisant l'objet d'un dumping constituent la raison principale du dommage subi.

La Chine souhaite que les Membres puissent faire la distinction entre le dommage causé par les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé par d'autres facteurs, de sorte que

les mesures antidumping puissent être prises uniquement lorsque les importations faisant l'objet d'un dumping constituent la raison principale du dommage. Elle ne pense pas que cela soit contraire au principe du lien de causalité qui est au cœur de l'article VI du GATT de 1994 et de l'Accord antidumping de l'OMC.

2. Taux "résiduel global"

Question

La Chine souhaite que l'article 9.4 de l'Accord antidumping soit amélioré par la prise en compte des marges *de minimis* aux fins de la détermination du taux "résiduel global". Il serait intéressant pour l'Australie de connaître les vues de la Chine sur la manière de prendre en compte des marges *de minimis* aux fins de la détermination du taux "résiduel global" applicable au titre de l'article 9.4 de l'Accord antidumping aux exportateurs/producteurs qui ne sont pas compris dans l'échantillon.

Réponse

La Chine estime qu'il conviendrait d'améliorer l'article 9.4 de l'Accord antidumping de manière à ce que les marges de dumping de toutes les sociétés concernées, y compris les marges nulles et les marges *de minimis*, soient prises en compte sur une base égale dans la détermination du taux "résiduel global" par échantillonnage. En d'autres termes, le taux "résiduel global" devrait être calculé sur la base de la moyenne pondérée des marges de dumping de toutes les sociétés concernées.

3. Clauses "économie autre que de marché"

Question

La Chine fait référence à l'article 2.7 et à la deuxième disposition additionnelle relative au paragraphe 1 de l'article VI du GATT de 1994. La Chine juge-t-elle pertinent l'article 2.2 de l'Accord antidumping?

Réponse

Lorsqu'une comparaison valable n'est pas possible du fait de la "situation particulière du marché" sur le marché intérieur du pays exportateur, l'article 2.2 de l'Accord antidumping autorise les autorités chargées de l'enquête à recourir à deux autres méthodes de comparaison. Toutefois, l'Accord antidumping ne précise pas ce qui constitue une "situation particulière du marché" et de ce fait laisse aux autorités chargées de l'enquête une large marge d'appréciation qui leur permet de traiter de nombreuses situations en tant que "situation particulière du marché" et de refuser d'utiliser le prix sur le marché intérieur comme base pour déterminer la valeur normale. Le point de vue de la Chine est exposé au paragraphe 1.4 de sa proposition reproduite dans le document TN/RL/W/66.

4. Règle du droit moindre

Question

La Chine dit que la règle du droit moindre devrait être obligatoire dans l'application de mesures antidumping par des pays développés Membres à des importations en provenance de pays en développement Membres. La Chine estime-t-elle que les dispositions de l'article 9.1 de l'Accord antidumping devraient être obligatoires pour les mesures antidumping appliquées par des pays en développement aux importations de pays en développement Membres?

Réponse

La Déclaration ministérielle de Doha indique clairement que les besoins des pays en développement et des pays les moins avancés Membres devraient être pris en compte dans les négociations sur les mesures antidumping. La Chine estime que le Groupe de négociation devrait exécuter consciencieusement ce mandat et examiner les moyens de tenir compte du traitement spécial et différencié dans le processus de négociation ainsi que dans les résultats finals.

À cette fin, la Chine propose que le Groupe améliore l'accord existant par le biais des négociations pour faire en sorte que la règle du droit moindre soit applicable de manière impérative au regard des mesures prises à l'encontre des pays en développement Membres.

Quant à la question de savoir si cette proposition s'applique aux mesures prises par un pays en développement Membre à l'encontre d'un autre pays en développement Membre, la Chine souhaiterait entendre les vues des autres Membres.

5. Accroissement du volume d'importations négligeable et marge de dumping *de minimis*

Question

La Chine estime-t-elle que la suppression de la disposition relative au volume cumulatif négligeable de 7 pour cent devrait s'appliquer aux importations en provenance tant des pays développés que des pays en développement, ou uniquement aux importations en provenance des pays en développement?

Réponse

La Déclaration ministérielle de Doha indique clairement que les besoins des pays en développement et des pays les moins avancés Membres devraient être pris en compte dans les négociations sur les mesures antidumping. La Chine estime que le Groupe de négociation devrait exécuter consciencieusement ce mandat et examiner les moyens de tenir compte du traitement spécial et différencié dans le processus de négociation ainsi que dans les résultats finals.

À cette fin, la Chine propose d'appliquer un niveau plus élevé pour le volume négligeable des importations faisant l'objet d'un dumping et pour la marge *de minimis* et de supprimer la disposition relative au volume cumulatif négligeable de 7 pour cent en ce qui concerne les enquêtes mettant en cause des pays en développement Membres.

6. Extinction automatique des mesures antidumping

Question

La Chine propose que les mesures prises à l'égard de pays en développement Membres prennent fin au bout de cinq ans. La Chine estime-t-elle que, même si un dommage est causé après la période de cinq ans, la mesure devrait prendre fin? S'il n'y a pas de certitude quant au principe fondamental que constitue le lien de causalité dans l'application des mesures antidumping, y compris pour les réexamens des mesures antidumping, sur quelle base la Chine considère-t-elle que des mesures antidumping devraient être imposées?

Réponse

L'article 11.1 de l'Accord antidumping dispose que les droits antidumping ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le dumping qui cause un

dommage. Toutefois, les expériences passées montrent que de nombreuses mesures prises à l'égard de pays en développement Membres sont restées en vigueur pendant plusieurs décennies et au-delà du temps et de la mesure nécessaires pour contrebalancer le dumping dommageable.

La Chine estime que le Groupe de négociation devrait prendre des mesures effectives pour remédier à la pratique consistant à utiliser les réexamens pour proroger plusieurs fois la durée d'application des mesures antidumping à l'égard des pays en développement Membres et accorder ainsi une protection excessive aux branches de production nationales. Par conséquent, elle invite le Groupe à examiner attentivement sa proposition concernant l'extinction automatique des mesures antidumping à l'égard des pays en développement Membres au bout de cinq ans.

Quant au lien de causalité entre le dumping et le dommage, veuillez vous reporter à notre réponse à la première question de l'Australie.

SUISSE

Traitement spécial et différencié

Question

Y a-t-il une réelle différence entre le fait d'empêcher les exportateurs chinois d'entrer sur le marché d'un pays développé et le fait de les empêcher d'accéder sur le marché d'un pays en développement de même importance. Quelle est la différence entre le fait pour les exportateurs chinois de ne pas pouvoir entrer en Nouvelle-Zélande à cause de mesures antidumping prohibitives et le fait de ne pas pouvoir entrer, par exemple, sur le marché brésilien ou indien. La Chine semble insinuer que le dommage résultant de mesures antidumping injustifiées est plus important en ce qui concerne les marchés des pays développés que lorsque la même mesure injustifiée est prise par un pays en développement. Sur quelle base se fonde-t-elle?

Réponse

Dans ses travaux sur le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement Membres, le Groupe de négociation devrait examiner sérieusement l'obstacle énorme que les mesures antidumping constituent pour les exportations des pays en développement Membres. D'après les statistiques du Secrétariat de l'OMC, 65 pour cent des 1 979 enquêtes et 67 pour cent des 1 161 mesures ont visé des pays en développement Membres entre janvier 1995 et juin 2002.

En outre, les pays en développement Membres disposent de ressources humaines et matérielles limitées par rapport aux pays développés Membres. De ce fait, leur capacité de réagir aux enquêtes et aux mesures des autres Membres est relativement faible. Le Groupe devrait tenir compte de cette situation désavantageuse.

CANADA

Enquêtes consécutives

Question

La Chine propose-t-elle d'aller au-delà de la disposition du paragraphe 7.1 de la Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre qui reconnaît que si les circonstances ont changé, une nouvelle enquête pourra être ouverte dans les limites d'une période d'un an.

Réponse

De nombreux Membres ont indiqué que le seul fait d'ouvrir une enquête pouvait avoir un "effet paralysant" sur l'importation des produits en question. Les expériences passées montrent que les constatations négatives des autorités chargées de l'enquête sont parfois suivies d'une nouvelle demande d'enquête portant sur le même produit en provenance des mêmes Membres. Cette pratique non seulement fait obstacle aux exportations du Membre visé, mais oblige également les exportateurs à consacrer une grande quantité de ressources humaines et matérielles à une enquête qui a déjà été close du fait des constatations négatives.

À cette fin, le paragraphe 7.1 de la Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre dispose que les autorités chargées de l'enquête examineront avec un soin particulier toute demande d'ouverture d'enquête antidumping lorsqu'une enquête portant sur le même produit en provenance du même Membre aura abouti à une constatation négative dans les 365 jours précédant le dépôt de la demande et que, à moins que cet examen préalable à l'ouverture de l'enquête n'indique que les circonstances ont changé, l'enquête n'aura pas lieu. Toutefois, la définition des expressions "soin particulier" et "circonstances changées" n'est pas claire et cette disposition est donc difficile à mettre en pratique. De ce fait, la possibilité subsiste pour les branches de production nationales de faire obstacle aux opérations commerciales normales en recourant à des enquêtes consécutives à des fins protectionnistes.

Par conséquent, le Groupe de négociation devrait se pencher sérieusement sur la manière de résoudre ce problème afin de refléter l'esprit du paragraphe 7.1 dans les négociations. C'est sur cette base que la Chine avance sa proposition concernant les enquêtes consécutives.

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

1. Lien de causalité

Question

Comment la Chine imagine-t-elle qu'on pourrait rendre opérationnel ce critère de la raison essentielle? L'examen du lien de causalité devrait-il comporter une évaluation quantitative ou qualitative, voire les deux, et qu'y aurait-il lieu de faire dans la pratique?

Réponse

La pratique généralement admise actuellement est que le lien de causalité peut être établi si les autorités chargées de l'enquête déterminent que les importations faisant l'objet d'un dumping constituent une cause du dommage subi par la branche de production nationale dans une enquête antidumping. Une disposition aussi vague laisse aux autorités chargées de l'enquête une large marge de manœuvre qui leur permet de prendre des mesures discrétionnaires.

L'objectif de l'Accord antidumping est de sanctionner les pratiques commerciales déloyales, c'est-à-dire les mesures qui causent un dommage aux branches de production nationales des autres Membres par le biais du dumping. L'article 3.5 de l'Accord antidumping dispose que les autorités chargées de l'enquête examineront aussi tous les facteurs connus autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale, et les dommages causés par ces autres facteurs ne devront pas être imputés aux importations faisant l'objet d'un dumping. Toutefois, cet article ne prévoit pas la méthode à utiliser pour définir l'existence du lien de causalité entre le dumping et le dommage, ce qui fait que les autorités chargées de l'enquête, dans la pratique, négligent toujours ces facteurs autres et partent du

principe que les dommages sont imputables au dumping. La Chine estime que pour déterminer l'existence du lien de causalité d'une manière correcte, l'Accord devrait disposer que les autorités chargées de l'enquête sépareront et distingueront parmi tous les dommages, les dommages causés par les autres facteurs qui ne sont pas imputés aux importations faisant l'objet d'un dumping, et devrait spécifier la méthode permettant de séparer et de distinguer ces dommages.

Quant à la norme d'évaluation et à la manière de procéder dans la pratique, la Chine est prête à en discuter avec les autres Membres en vue d'établir une norme objective et efficace.

2. Règle du droit moindre

Question

La raison d'être de la règle du droit moindre est de faire disparaître le dommage causé à la branche de production nationale. Cette règle est-elle applicable uniquement dans les enquêtes menées par les autorités chargées de l'enquête d'un pays développé concernant les importations en provenance d'un pays en développement?

Réponse

Veillez vous rapporter à notre réponse à la quatrième question de l'Australie.
